

Changement climatique : les impasses du « géo-solutionnisme »

Écologie

Par Daniel Behar

Publié le 11 septembre 2026

Géographe est professeur émérite à l'Ecole d'urbanisme de Paris et élu local en Haute Loire. Il est le co-auteur du rapport de Terra Nova « Après la décentralisation » (2021)

Aurélien Delpirou

Géographe, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Fontainebleau

Où fuir les canicules et soigner notre éco-anxiété ? Certains cherchent la solution dans des « territoires refuges », au risque de reconduire une opposition ville-campagne caricaturale. Mais aucun type de territoire ne présente, à lui seul, la bonne réponse écologique. Et il faut s'efforcer de renforcer la résilience et l'habitabilité des territoires dans leur diversité.

Face au changement climatique, rien n'est plus séduisant que la promesse d'une solution simple. Le « techno-solutionnisme » a longtemps nourri cet espoir : l'innovation permettrait de surmonter la crise écologique sans transformer profondément nos modes de vie. Cette promesse n'a pas disparu, mais la transition écologique ne sera manifestement pas le simple produit du progrès technique.

Une autre perspective lui fait aujourd'hui concurrence. En apparence plus douce, elle ne mise plus d'abord sur la technique, mais sur la géographie : il suffirait moins d'inventer les bonnes technologies que de retrouver les bons territoires. Nous proposons d'appeler « géo-solutionnisme » cette tentative de chercher dans les configurations géographiques une réponse simple à des problèmes qui ne le sont pas.

Pour les uns, l'adaptation climatique impliquerait de quitter des métropoles promises à l'inhabitabilité pour « déménager » les populations vers des « territoires refuges ». C'est le projet défendu, sous sa forme la plus radicale, par le géographe Guillaume Faburel : « démétropoliser », relocaliser et réinvestir des territoires ruraux présentés comme mieux armés face au changement climatique. Pour les autres, il s'agit moins de déplacer les populations que les frontières administratives : Jean-Luc Mélenchon propose de réorganiser la carte régionale autour d'« écorégions » correspondant aux bassins versants des grands fleuves.

Ces projets ne se confondent pas, mais partagent un même raisonnement : climat, relief, hydrographie ou ressources changent de statut. De réalités avec lesquelles l'action collective doit composer, ils deviennent des principes d'organisation. Une géographie pertinente pour certains problèmes tend à devenir la géographie de référence pour en résoudre beaucoup d'autres.

Pourtant, ni la ville ni la campagne n'ont d'essence écologique. Les métropoles concentrent îlots de chaleur et pressions sur la biodiversité, mais aussi transports collectifs, réseaux techniques et possibilités de mutualisation. L'Île-de-France illustre ces tensions : près de neuf logements sur dix y sont désormais produits en renouvellement urbain, limitant fortement l'extension urbaine. Mais cette sobriété foncière a son revers : la densification peut faire disparaître jardins et terrains non bâtis ou repousser vers les périphéries des activités consommatrices d'espace.

En miroir, les espaces peu denses disposent de ressources agricoles et forestières précieuses, sans être pour autant des refuges écologiques. Entre 2021 et 2025, les communes rurales de faible densité ont représenté 68 % de la consommation française d'espaces naturels, agricoles et forestiers. L'habitat dispersé y est aussi fortement dépendant de l'automobile. L'enjeu est moins de choisir entre ville et campagne que de transformer l'une et l'autre à partir de leurs contradictions propres.

On retrouve la même difficulté avec les écorégions. Le bassin versant constitue une géographie essentielle pour partager l'eau, prévenir les crues ou restaurer les milieux aquatiques. La France l'a d'ailleurs intégré depuis longtemps : agences de l'eau et documents de planification organisent déjà cette politique à l'échelle des grands bassins hydrographiques. Mais de cette pertinence ne découle aucune vocation à organiser l'ensemble de l'action collective. Gérer une crue, organiser les mobilités, construire des logements ou produire de l'énergie ne dessinent ni les mêmes espaces ni les mêmes solidarités.

Surtout, les territoires ne sont pas des îles. L'Île-de-France l'illustre à nouveau : plus de 90 % de l'énergie qu'elle consomme est importée et, bien que les terres agricoles occupent près de la moitié de son territoire, sa production est très loin de pouvoir nourrir ses 12 millions d'habitants. La transition écologique ne fera pas disparaître ces interdépendances : certaines doivent

être réduites, d'autres relocalisées, d'autres organisées et solidarisées. L'autonomie n'est pas toujours synonyme de résilience ; l'interdépendance n'est pas nécessairement synonyme de domination.

Il est salubre de contester un modèle territorial fondé sur la concentration, la croissance et l'intensification des flux. Mais ses impasses ne se résoudre pas en lui substituant un autre modèle réputé intrinsèquement plus vertueux. Changer de territoire de référence ne suffit pas à changer de modèle.

Nos sociétés sont irréductiblement polyterritoriales : nous pouvons habiter dans un bassin versant, travailler dans un bassin d'emploi, dépendre d'un réseau énergétique national et consommer des aliments produits à proximité comme à des centaines de kilomètres. Aucune de ces géographies n'est plus « réelle » que les autres : leur pertinence dépend des problèmes auxquels il nous faut répondre.

C'est donc moins le « bon » territoire qu'il faut rechercher que les conditions d'habitabilité de chacun. Baptiste Morizot et Laurent Neyret proposent justement de faire de l'habitabilité une valeur cardinale de notre siècle. Celle-ci n'est pas une qualité naturelle attachée à certains lieux, mais une construction collective, située, fragile et conflictuelle.

La géographie peut aider à identifier les ressources à préserver, les vulnérabilités à réduire, les interdépendances à organiser et les échelles auxquelles agir. Mais elle ne peut trancher les arbitrages entre densification et nature en ville, production énergétique et paysages, usages agricoles et partage de l'eau. Aucune carte ne saurait résoudre ces conflits : ils sont politiques.

Il n'existe pas de territoire naturellement adapté au changement climatique, ni de périmètre idéal pour organiser son adaptation. L'enjeu est de préserver ou reconstruire

l'habitabilité de chacun, sans reporter sur les autres le coût écologique et social de sa propre adaptation.